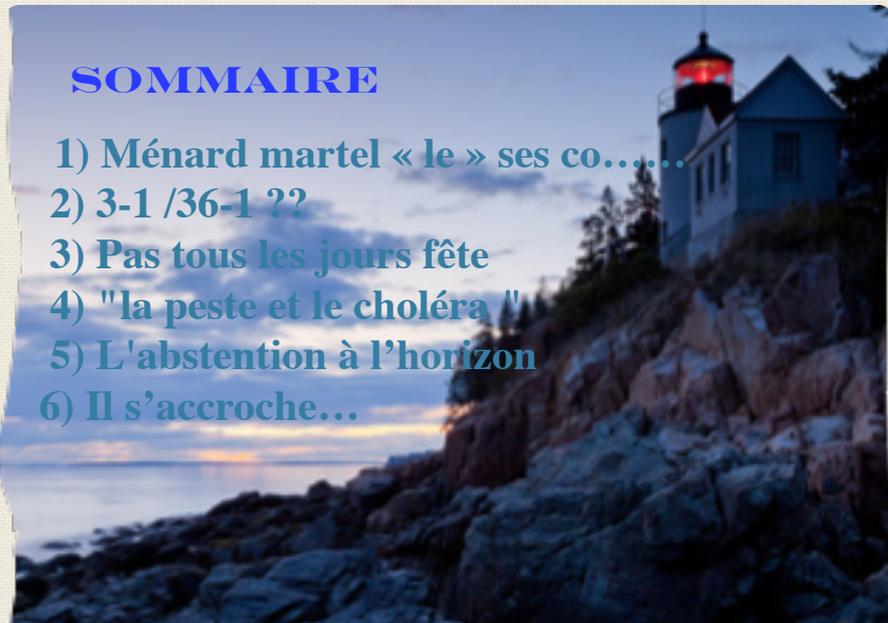


LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 4 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Ménard martel « le » ses co.....
- 2) 3-1 /36-1 ??
- 3) Pas tous les jours fête
- 4) "la peste et le choléra "
- 5) L'abstention à l'horizon
- 6) Il s'accroche...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Quand Robert Ménard loue Charles Martel, l'homme qui a brûlé Béziers



Robert Menard durant son discours à Toulon, lors du meeting de Marion Maréchal-Le Pen, le 1er décembre 2015. REUTERS/Jean-Paul Pelissier

Repéré par Christophe-Cécil Garnier France

Le maire de Béziers a fait une ode à la France de Napoléon, Louis XIV et Charles Martel, lors d'un meeting de campagne Marion Maréchal-Le Pen.

Robert Ménard ne s'arrête jamais. Un jour, il va déloger les migrants venant de Syrie dans les HLM de Béziers, la ville dont il est maire depuis le 4 avril 2014. Un autre jour, il indique qu'il souhaite interdire l'ouverture de nouveaux restaurants de kebabs. Le 1er décembre 2015, lors d'un meeting à Toulon de Marion Maréchal-Le Pen à l'approche des élections régionales, l'élu biterrois a une nouvelle fois fait dans la provocation. Dans sa déclaration, que Le Lab d'Europe 1 a retranscrit plus en détail, il indique vouloir «retrouver notre France, celle de Louis XIV, de Napoléon, et celle, si le ministre [l'y] autorise, de Charles Martel».



Robert Ménard @RobertMenardFR
Je veux retrouver notre France, celle de Louis XIV, de Napoléon, et celle, si le ministère de l'intérieur me l'autorise, de Charles Martel.
19:50 - 1 Déc 2015

Tapageuse, la remarque, publiée sur Twitter, a suscité de nombreuses réponses des utilisateurs du réseau social.



Nain Portekoi @Nain_Portekoi
Charles Martel a incendié Béziers, Louis XIV a ruiné la France, 700 000 soldats français sont morts sous Napoléon...
21:07 - 1 Déc 2015

Spoliateur des biens de l'Église

Charles Martel est souvent repris en référence, que ce soit par Jean-Marie Le Pen après les événements de Charlie Hebdo ou Robert Ménard dans le cas présent, pour sa victoire sur les Arabes à Poitiers en 732. S'il est déjà complètement anachronique d'associer la France à Charles Martel –le royaume était divisé en province (l'Austrasie, la Neustrie ou encore la Bourgogne...)–, qui n'a jamais été souverain de France (contrairement à Napoléon et Louis XIV) mais «maire du palais», le maire de Béziers semble oublier l'histoire de sa propre ville.

En effet, dans une contribution au Plus de l'Obs, l'écrivain Salah Guemriche (déjà auteur d'un article dans le Monde sur le mythe de la bataille de Poitiers) cite Ernest Sabatier, historien de la

ville de Béziers, qui raconte comment Charles Martel et ses troupes se sont vengés sur les populations locales du sud du pays après avoir échoué à prendre Narbonne:

«Les Franks pillent à outrance dans tous les lieux où ils portent leurs pas; ils désarment la population chrétienne, qui, ayant conservé en partie la civilisation romaine, voyait en eux des Barbares, et leur était suspecte. Forcés d'abandonner le siège de Narbonne, et voulant empêcher les Sarrasins de prendre ailleurs dans le pays une position solide, ils rasant les fortifications de Béziers, d'Agde et d'autres cités considérables. Agde et Béziers sont même livrées aux flammes, leurs territoires dévastés, les châteaux sont démolis. Enfin, en s'éloignant, les soldats de Charles Martel emmènent, outre un grand nombre de prisonniers sarrasins, plusieurs otages choisis parmi les chrétiens du pays.»

Charles Martel était également un grand spoliateur des biens de l'Église, qu'il utilisait « pour rémunérer ses guerriers » selon l'historien Laurent Theis, dans une interview accordée au Point. Ce qui fait tâche, dans un pays «de tradition judéo-chrétienne», selon le maire.



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Etat d'urgence: la durée ne sera pas définie dans la Constitution

Par Lilian Alemagna



Débat et vote à l'assemblée nationale pour la prolongation de l'état d'urgence à trois mois, le 19 novembre 2015 Photo Albert Facelly pour Libération

Selon nos informations, l'exécutif souhaite créer un article 3-1 de la Loi fondamentale qui traite de la déchéance de nationalité et un l'article 36-1 qui constitutionnalise l'état

Deux nouveaux articles dans la Constitution. Un «article 3-1» et un «article 36-1»: voici comment, selon nos informations, l'exécutif souhaite réviser le texte de 1958.

Le premier, d'un seul paragraphe, concernerait ainsi la possibilité de déchoir de leur nationalité les personnes nées françaises - mais qui disposent d'une autre nationalité - si elles se sont rendues coupables d'actes de terrorisme. Le second, de trois paragraphes, inscrirait dans le marbre de la Loi fondamentale l'état d'urgence. L'exécutif a ainsi choisi de «compléter» la Constitution et non de «modifier» des paragraphes déjà existants. C'est, en tout cas, ce que contient l'avant-projet de loi constitutionnelle envoyé mardi pour avis au Conseil d'Etat.

La plus haute juridiction administrative doit rendre ses conclusions d'ici quinze jours pour une présentation du texte en conseil des ministres le 23 décembre. Cette modification constitutionnelle avait été annoncée par François Hollande, le 16 novembre, devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, au lendemain des attentats.

Déchéance de nationalité étendue

Le nouvel article 3-1, ainsi associé ainsi à celui sur la «souveraineté nationale», propose de «dupliquer», selon une source gouvernementale, l'article 25 du code civil qui traite de la déchéance de nationalité: «L'individu qui a acquis la qualité de Français peut, par décret pris après avis conforme du Conseil d'Etat, être déchu de la nationalité française, sauf si la déchéance a pour résultat de le rendre apatride». Seule différence avec cette formulation du code civil: la Constitution permettrait de déchoir de leur nationalité non seulement les personnes naturalisées depuis moins de 15 ans lorsque les faits ont été commis mais également les individus «nés français» à condition qu'ils aient une autre nationalité.

Pourquoi devoir inscrire cette règle dans la Constitution au lieu de modifier simplement la loi ? Dans les rangs de l'exécutif, on estime que le Conseil constitutionnel, suivant certaines interprétations de décisions déjà formulées, pourrait juger cette loi contraire au texte fondamental. En l'inscrivant ainsi dans la Constitution, plus de problème.

Mais le Conseil d'Etat pourrait aussi, dans son avis, expliquer en quoi la déchéance de nationalité n'a rien à faire dans la Constitution. Soit parce qu'une modification de la loi serait selon lui suffisante. Soit parce qu'une telle mesure serait contraire aux traités internationaux signés par la France.

Etat d'urgence renforcé

Quant à au nouvel article 36-1 - associé à celui, déjà existant, sur l'état de siège - reprendrait, lui, les bases de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et modifiée le 20 novembre dernier au Parlement. En inscrivant le principe de l'état d'urgence dans le marbre de la Constitution, le gouvernement dit vouloir éviter qu'à l'avenir, un exécutif d'une autre couleur politique ne durcisse encore, par la loi, les «conditions de son déclenchement». «C'est protecteur des libertés», insiste-t-on au sein de l'exécutif.

En revanche, selon nos informations, il n'est pas proposé, dans cet avant-projet de loi transmis au Conseil d'Etat, de traiter de la durée de l'état d'urgence. Comme c'est déjà le cas dans la loi actuelle, l'état d'urgence serait prononcé par décret pour douze jours avant que le Parlement ne fixe, par la loi, une durée de cette mesure. «Les situations de crise ne s'accroissent pas d'une

durée», explique une source gouvernementale bien placée. Ceci dit, de nouvelles modifications législatives pourraient ensuite garantir aux forces de police des pouvoirs exceptionnels sur des personnes visées durant l'état d'urgence, une fois la période de ce dernier écoulée.

Lilian Alemagna



III) Affaire Crédit Lyonnais: Bernard Tapie doit rembourser plus de 400 millions d'euros

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet

Pari perdu pour Bernard Tapie. L'homme d'affaires espérait que la cour d'appel de Paris lui donnerait gain de cause dans l'affaire dit du Crédit Lyonnais.

Mais les juges en ont décidé autrement jeudi 3 décembre. Non seulement, la cour n'a pas considéré que la banque l'avait escroqué dans la vente d'Adidas mais en plus, c'est à lui de rembourser les 404 millions d'euros qu'il avait perçus en 2008.

Cette décision "constitue un déni de justice pur et simple", a réagi jeudi auprès de l'AFP son avocat, Me Emmanuel Gaillard. "Aujourd'hui, je suis obligé de dire que la décision qui vient d'être rendue est invraisemblable: aussi bien en droit qu'en fait, elle constitue un déni de justice pur et simple. Nous étudions en conséquence toutes les voies de droit disponibles afin que la justice dans cette affaire, enfin, prévale", a commenté Me Gaillard.

A l'audience au civil le 29 septembre, Bernard Tapie avait réclamé entre 516 millions d'euros et 1,174 milliard d'euros en réparation du préjudice

économique et moral qu'il estime avoir subi lors de la revente de l'équipementier en 1994 à l'homme d'affaires Robert Louis-Dreyfus. Soit beaucoup plus que les 400 millions d'euros accordés en 2008 par un tribunal arbitral privé, dans une sentence depuis annulée par la justice, et entachée du soupçon d'escroquerie.

Pour tout comprendre, il faut revenir à la fin de l'année 1992 quand, décidant de se consacrer à la politique, Bernard Tapie décide de cesser ses activités économiques. La partie adverse ajoute qu'il est alors un homme endetté. Deux ans plus tôt, le businessman marseillais avait acquis le groupe Adidas pour 1,6 milliard de francs, grâce à l'appui d'une filiale du Crédit Lyonnais, la Société de banque occidentale (SdBO).

Un arbitrage privé plutôt que la justice classique



Crédit Lyonnais: Bernard Tapie saura aujourd'hui s'il obtient le milliard d'euros qu'il réclame à l'État | AFP

Pour se désengager, il donne donc mandat à cette filiale de vendre les 80% d'Adidas qu'il détient; c'est fait en février 2013 pour 2,1 milliards de francs, soit près de 320

millions d'euros. Les acheteurs sont huit, dont une autre filiale du Lyonnais (Clinvest) mais aussi une structure appartenant à l'homme d'affaires Robert Louis-Dreyfus (RLD). Or, le même jour, ces huit acheteurs signent le une promesse de vente à une autre société de RLD pour un montant nettement supérieur: 3,5 milliards de francs.

Apprenant la nouvelle, Bernard Tapie a toujours considéré avoir été floué par la banque et l'attaque en justice. En 2005, la cour d'appel lui octroie 135 millions d'euros, un arrêt cassé ensuite par la Cour de cassation. C'est à la suite de cette décision qu'un arbitrage (privé) a été décidé avec l'aval du gouvernement de Nicolas Sarkozy; celui-ci avait accordé en 2008 un peu plus de 404 millions d'euros à l'homme d'affaire avant qu'une nouvelle décision de justice ne vienne casser cet arrêt.

Une enquête pénale est en cours (les noms de Claude Guéant et Christine Lagarde sont apparus) pour savoir si cet ultime processus est entaché d'escroquerie. En attendant, la cour d'appel a décidé en ce début décembre d'obliger Bernard Tapie à rembourser la somme reçue en 2008.

IV) Régionales en Paca: la gauche s'apprête à disparaître entre «la peste et le choléra»

Par Ellen Salvi

Atone, divisée, écrasée. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la gauche vit probablement ses derniers jours au conseil régional après avoir dirigé l'institution depuis 1998. Quoiqu'il s'en défende, Christophe Castaner, tête de liste PS, risque d'être contraint de se retirer de la course pour favoriser Christian Estrosi et éviter que le FN et Marion Maréchal-Le Pen ne remportent la mise.

De notre envoyée spéciale à Nice (Alpes-Maritimes).– Se faire entendre lorsqu'on est de gauche, à Nice, ce n'était déjà pas évident il y a quelques années. C'est devenu quasi impossible aujourd'hui. Après les attentats de Paris, tenter de porter une autre voix que celle du tout-sécuritaire dans une ville dont le maire, Christian Estrosi, est aussi la tête de liste LR (ex-UMP) pour les régionales, paraît même relever de l'utopie.

D'autant qu'ici, comme partout en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Front national a le vent en poupe. À ce contexte déjà tendu, s'ajoute une gauche divisée. Une tête de liste socialiste inconnue du grand public. Et une forte envie d'alternance vis-à-vis d'un PS qui tient la région depuis 1998.

Christine Dorejo est parfaitement consciente de tout cela. Pourtant, cette élue PS veut y croire. « Nous ne sommes pas non plus à Estroland, il y a aussi des gens de gauche ici ! », assure la conseillère municipale et métropolitaine, entre deux distributions du programme de Christophe Castaner, chef de file du PS en Paca.

Ce samedi matin, sur le marché de la Libération, à Nice, les militants de tous les partis – du FN à Nouvelle Donne, de l'UPR à EELV – sont de sortie. L'occasion, pour Christine Dorejo, de croiser quelques vieilles connaissances rencontrées dans le milieu syndical ou associatif et de tenter de les convaincre de voter Castaner.

« Allez, faut pas déconner, c'est vraiment important cette fois-ci », lance-t-elle à un ami, qui éclate de rire avant de tourner les talons.



Christine Dorejo et Michel Bordes (au centre) tractent sur le marché de la Libération, à Nice, le samedi 28 novembre. © ES

À ses côtés, Michel Bordes, qui se présente sur la liste PS des Alpes-Maritimes menée par le vice-président sortant de la région Patrick Allemand, garde le sourire, mais grimace parfois. « On veut y croire, soutient-il, même si c'est vrai qu'à Nice, c'est un peu plus compliqué. » Le plus compliqué, peut-être, étant d'imaginer ce qui était jusqu'alors inimaginable : le retrait du PS entre les deux tours afin de favoriser le candidat Estrosi. « Estro », cet ancien ministre de Sarkozy issu de « la droite dure », ce maire qu'ils « pratiquent » depuis tant d'années. Celui qui a pris des arrêtés municipaux pour interdire les « mariages bruyants » (juin 2012) ou « l'utilisation ostentatoire des drapeaux étrangers » dans le centre-ville (juin 2014, en pleine coupe du monde).



Yves Vidal. © ES

Et c'est lui qu'il faudrait soutenir pour empêcher Marion Maréchal-Le Pen de remporter la région ? « Je n'ose même pas y croire... », souffle un élu socialiste.

Christophe Castaner a beau exclure un tel scénario afin d'éviter de démobiliser le peu de troupes qui lui restent, nombreux sont ceux à expliquer en off qu'il ne pourra faire autrement. Avec un FN donné grand gagnant par toutes les enquêtes d'opinion, la menace d'une victoire de l'extrême droite n'a jamais été aussi prégnante. « La gauche ne peut pas gagner », tranche Yves Vidal, le maire PRG de Grans (Bouches-du-Rhône), qui a décidé de voter LR dès le premier tour malgré le fait qu'« Estrosi ne soit pas [sa]

tasse de thé ».

« Avant, le Front régressait au deuxième tour car les gens revenaient au vote utile, dit-il. Désormais, il est acquis qu'il progresse. Même si Marion Maréchal-Le Pen ne gagne "que" le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, elle fait 50 élus, Estrosi 42-43, la gauche 25-26. Ça veut dire que si la gauche s'abstient, elle est élue. » La gauche des Alpes-Maritimes fait exactement les mêmes calculs, à une différence près : « Nous, Estrosi, on le connaît vraiment, souligne la militante EELV Nadège Bonfils. À nos yeux, il n'y a aucune différence entre Le Pen et Estrosi. C'est la peste et le choléra. » « On sait bien qu'il ne pense pas un mot de ce qu'il dit, mais on peut encore lui accorder le bénéfice du doute », nuance le conseiller municipal divers gauche de Nice Marc Concas.

Plus largement, c'est l'ensemble du PS qui se retrouve aujourd'hui face à un dilemme cornélien en Paca. Dimanche soir, si le total des voix de gauche n'est pas au moins égal à celui du maire de Nice, « Christophe Castaner risque d'être écrasé par la pression de l'exécutif et la culpabilisation du pays », glisse l'un de ses soutiens. Deux solutions s'offriront alors à lui : un retrait pur et simple de la course, équivalant à la disparition totale du PS dans la région, ou une fusion technique avec les listes LR.



Devant le lycée Masséna à Nice. © ES

Cette dernière option paraît improbable tant elle est intenable politiquement. « Cela ouvrirait un boulevard au FN et à l'“UMPS”, confie le même soutien. Estrosi lui-même ne l'envisage pas. » Ce dernier préfère en effet miser sur la première des deux hypothèses. C'est d'ailleurs dans cette seule optique qu'il joue, depuis plusieurs semaines déjà, les hommes d'ouverture. « Il n'a jamais été aussi gentil avec nous ! », s'amuse Christine Dorejo.

Bien avant que les attentats de Paris ne le contraignent à opérer un virage à 180°, le député et maire de Nice avait entamé une large entreprise de séduction auprès des électeurs du centre, voire au-delà. Fini le temps des déclarations à l'emporte-pièce. Avec un comité de soutien accueillant des personnalités issues de la gauche, tel le président du Racing Club de Toulon, Mourad Boudjellal, le pourfendeur de « la cinquième colonne de l'islamo-fascisme » souhaitait transcender les clivages partisans. « Je n'aime pas cette notion de droite et de gauche, affirmait-il à l'époque à Mediapart. Je me sens si différent des commentaires qui sont faits sur moi... Dans ma ville, tout le monde sait que je suis plus socialiste que les socialistes et plus écolo que les Verts. »

Quand on lui rapporte ces propos, la militante EELV Nadège Bonfils ouvre de grands yeux. « À part la coulée verte à Nice, je ne vois pas où il peut revendiquer cela... s'offusque-t-elle. Avec la ligne 2 du tramway, il est train de détruire tous les jardins et ça, les Niçois le voient. » Idem du côté des socialistes. « J'ai vu une vraie dérive du maire de Nice, avec un durcissement de son discours, soutient Patrick Allemand, conseiller municipal PS et tête de liste dans les Alpes-Maritimes pour les régionales. À force de multiplier les sorties proches du FN, il a libéré les électeurs vers l'extrême droite. Il est en train de payer pour l'ensemble de son œuvre. »

« C'est vraiment la gauche la plus débile du monde ! »

Attablés dans un restaurant de la Trinité, une petite commune jouxtant Nice, où ils ont réuni samedi 28 novembre au soir leurs soutiens, le PS Patrick Allemand et le MRC Ladislav Polski, porte-parole de Christophe Castaner, font tous deux le même constat. Oui, Christian Estrosi est, pour la première fois depuis longtemps, mis en difficulté. Et oui, ils considèrent qu'il en est le seul responsable.

Ce qui rend d'autant plus impossible à leurs yeux un retrait du PS entre les deux tours. « Pour nous qui le connaissons, son comité de soutien est proprement hallucinant, affirme Polski. Les gens ne voient pas qu'Estrosi, comme Bettati d'ailleurs [ex-adjoint du maire de Nice, devenu tête de liste du FN dans le 06 – ndlr], est un "bébé Médecin". Le même Médecin qui disait partager les thèses du FN à 99,9 %... Un désistement républicain serait compliqué car ces gens-là ne sont pas républicains. »



Patrick Allemand (debout) et Ladislav Polski (à gauche) ont réuni leurs soutiens à La Trinité, le samedi 28 novembre. © ES

Les écolos de Provence-Alpes-Côte d'Azur partagent le point de vue des socialistes sur le sujet Estrosi. C'est d'ailleurs à peu près la seule chose sur laquelle ils semblent être tombés d'accord. Car pour le reste, EELV a décidé de mener campagne non pas avec le PS, mais avec le Front de gauche. « Une décision prise au niveau régional », souffle Nadège Bonfils. Et qui s'explique, selon les mots du porte-parole communiste, Jean-Marc Coppola, vice-président sortant de la région, par la volonté d'« offrir en Paca une alternative aux électeurs qui ne souhaitent pas cautionner la politique d'austérité du gouvernement socialiste » et voter pour Christophe Castaner, qui fut l'un des rapporteurs de la loi Macron.

« C'est vraiment la gauche la plus débile du monde ! » s'agace Marc Concas. Cet ancien socialiste en veut « terriblement à la gauche de ne pas s'être mis d'accord et de nous obliger à voter Estrosi ». Celui qui avait fait campagne pour les municipales de 2014 aux côtés d'Olivier Bettati, avant que celui-ci ne passe au FN, est persuadé que ses anciens camarades « ont tout simplement

baissé les armes ». « Ils sont tous dans leur chapelle, persuadés que les sondages sont faux et qu'ils vont faire un meilleur score que prévu... »

Ce que réfute évidemment Ladislav Polski, qui regrette lui aussi que le rassemblement n'ait pu se faire. « Il y a quelque chose d'un peu irresponsable dans la démarche d'EELV et du Front de gauche », dit-il. En outre, « nous avons géré la région ensemble et nous sommes fiers, collectivement, de notre bilan », surenchérit Patrick Allemand. Ces divisions sont d'autant plus surprenantes qu'après les attentats, les militants socialistes et ceux du Front de gauche et d'EELV ont repris leur campagne sur le même constat et les mêmes valeurs : la solidarité, le vivre-ensemble, le collectif... Mais chacun de leur côté.

La fondatrice de l'Association pour la démocratie à Nice (ADN) et dans les Alpes-Maritimes, Térésa Maffei, assiste au même spectacle depuis des décennies. Un temps proche d'EELV, cette militante niçoise s'est finalement éloignée de la sphère politique traditionnelle, après une expérience qu'elle qualifie de « désastreuse ». «

« La gauche à Nice est la même depuis 1992, déplore-t-elle. Ils vivent entre eux, avec leurs petits postes. Les gens ont besoin d'un regard, mais ils sont incapables de faire ça. Ils n'ont pas su faire leur boulot de politiques. »

Si elle continue de se mobiliser, notamment en faveur des Roms et des réfugiés, la septuagénaire se dit parfois lasse face à la léthargie ambiante. « Plus grand-monde ne s'engage... Dans les années 1990, quand Jean-Marie Le Pen est arrivé dans la région, nous étions tous dans la rue, c'était impressionnant. Il y avait quelque chose de vivant, de presque joyeux. Aujourd'hui, personne ne bouge. C'est l'atonie complète. Je connais beaucoup de gens qui ne veulent même pas aller voter pour les régionales. Ils me disent : "On vote contre depuis 20 ans et pourtant le FN monte, à quoi ça sert ?" »

Feiza Ben Mohamed est engagée depuis bien moins longtemps, mais elle a, elle aussi, « toujours l'impression de brasser du vent ». La porte-parole de la Fédération des musulmans du Sud, association apolitique basée à Nice, se raccroche à des petits marqueurs, comme cette manifestation organisée, mi-septembre, en faveur des réfugiés. « On a rassemblé plus de mille personnes, se réjouit-elle. Cela prouve qu'il y a quelque chose à mobiliser. Il faut juste s'en donner les forces. » Mais après les attentats, les choses sont évidemment plus compliquées. « Ce combat n'est plus audible, ajoute-t-elle. Dans le contexte actuel, parler des réfugiés, c'est faire encore plus peur à la France... »



Feiza Ben Mohamed. © ES

À Nice, où la parole est souvent plus "décomplexée" qu'ailleurs – pour ne pas dire pire –, on ne compte plus le nombre de témoignages d'actes islamophobes signalés depuis le 13 novembre. Une femme voilée à qui l'on refuse de

céder une place assise dans le tramway, arguant que « vous nous avez déjà pris 100 jeunes ». Des voisins, installés depuis des années dans un immeuble du centre-ville, à qui l'on demande de « rentrer chez eux ». Des regards de travers, des insultes. « La semaine qui a suivi les attentats, les gens avaient besoin de parler, souligne Dominique Manigan, tête de liste de Nouvelle Donne dans les Alpes-Maritimes. Maintenant, ils se replient davantage sur eux. Il y a de la peur, de la méfiance. »

« On n'a pas assez fait pour que les gens puissent se rencontrer », reconnaît, à regret, l'élue socialiste Christine Dorejo. Le résultat de ces années de démobilité ? Un FN qui sédimente, engrange et engrange encore, jusqu'à faire salle comble, vendredi 27 au soir, au Palais de la Méditerranée à Nice. Un Christian Estrosi qui, après avoir clamé que « l'islam n'est pas compatible avec la République » et que « la carte d'identité ne fait pas un Français », accuse désormais Marion Maréchal-Le Pen de faire des musulmans « les boucs émissaires ». Et une gauche en passe de disparaître totalement de la surface Paca.

mediapart.fr



 Paiement sécurisé

Pourquoi s'abonner ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

Un seul abonnement pour tout mediapart

- Accès illimité Journal et Club
- Archives
- Journal en PDF à imprimer
- Version mobile

LAPRESSEENREVUE.EU

V) “L’abstention des classes populaires est tout à fait logique”



Un bureau de vote à Nice © Eric Gaillard/Reuters

Selon les sondages, une fois de plus environ la moitié de l’électorat s’apprête à s’abstenir les 6 et 13 décembre aux élections régionales. Pourquoi cette abstention grimpance ? Nous avons interrogé les auteurs du livre *Les citoyens ont de bonnes raisons de ne pas voter* (éd. Le Bord de l’eau).

D’après les sondages, les élections régionales des 6 et 13 décembre risquent de prouver une nouvelle fois que la démobilisation électorale est l’une des caractéristiques majeures de notre vie politique. Pourquoi en est-il ainsi ? Les sociologues Thomas Amadiou et Nicolas Framont, respectivement associés au GEMASS (laboratoire CNRS-Paris IV) et à l’université Paris-Sorbonne, nous répondent.

Selon un sondage Ifop publié le 29 novembre dans le JDD, seulement 46 % des électeurs ont l’intention de voter aux élections des 6 et 13 décembre, soit autant qu’aux régionales de 2010, alors que certains attendaient un sursaut citoyen après les attentats. Même s’il faut prendre ce chiffre avec précaution, comment expliquez-vous cette montée durable de l’abstention ?

Thomas Amadiou et Nicolas Framont – En effet,

malgré le contexte particulier de ces dernières semaines, on peut penser que les élections régionales prochaines vont confirmer la tendance durable à la montée de l’abstention dans la vie politique française depuis les années 1980. Il nous semble que ce phénomène relève d’au moins trois causes.

Tout d’abord, on se mobilise moins lorsque les enjeux sont flous voire inexistantes. Or, depuis plus de trente ans, il devient difficile de saisir les différences réelles entre les grands partis politiques français. L’alignement programmatique du PS et des Républicains est loin d’être fantasmé. Au niveau économique, ils mènent une politique strictement similaire : dérégulation du droit du travail et démantèlement des protections salariales afin d’augmenter la compétitivité. On observe aussi un transfert d’argent public en soutien aux entreprises et aux investisseurs, sous

forme de subventions ou d'exonérations fiscales ("Paquet fiscal" de Sarkozy en 2007, CICE et Pacte de responsabilité sous Hollande, sans compter les multiples niches et incitations qui ont été créés ces dix dernières années).

Les similitudes ne s'arrêtent pourtant pas au niveau économique : sur bien d'autres questions comme la diplomatie ou la sécurité, les Républicains, les centristes et le Parti socialiste ont des positions proches. Il est devenu très difficile de savoir ce qui distingue les principaux partis et leurs alliés. On comprend alors pourquoi la majorité des Français peinent à trouver des raisons de se déplacer.

Ensuite, le personnel politique français a de quoi désespérer n'importe quel électeur. Outre le fait que la vie politique française soit dominée par les mêmes têtes depuis près de trente ans, la classe politique est très homogène socialement : les classes populaires, ouvriers et employés, y sont extrêmement minoritaires, alors qu'ils représentent la majorité de la population. Cadres et professions intellectuelles supérieures sont au contraire surreprésentés. Le préjugé selon lequel les politiques seraient "déconnectés" de la vie quotidienne des Français est sociologiquement tout à fait fondé

Le nombre de cumulards laisse également songeur et génère du soupçon : que cherchent donc les députés qui cumulent mairie, participation au conseil des régions et représentation nationale ? Comment est-ce possible qu'en plein état d'urgence et alors que notre armée intervient sur plusieurs fronts à la fois, le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, soit candidat aux régionales en Bretagne, tout comme le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone en Ile-de-France ?

Pour finir, il y a un problème lié au mode de scrutin. Le scrutin de liste à deux tours multiplie le poids des combines électorales. Le nombre de filtres entre un bulletin dans l'urne et le résultat effectif d'une élection accreditte l'idée selon laquelle l'électeur n'est finalement qu'une variable d'ajustement : les négociations d'entre-deux-tours, où chaque parti s'arrange pour fusionner sa liste dans les meilleures conditions possibles, où l'on marchandise le poids électoral de l'un et de l'autre sur l'autel de l'obtention d'un mandat, peuvent provoquer le découragement des électeurs et donc leur désengagement d'un jeu où ils ne sont que la cinquième roue du carrosse.

A gauche comme à droite, le slogan "voter c'est résister" a été adopté, en défense de notre modèle démocratique. Cette rhétorique vous semble-t-elle pertinente et potentiellement mobilisatrice ?

Ce slogan s'inscrit dans la continuité des remèdes cosmétiques proposés régulièrement pour enrayer la montée de l'abstention. Ils ont en commun de chercher à détourner les critiques de la classe politique vers les abstentionnistes, qui sont accusés d'être individualistes, égoïstes, paresseux, voire sous-éduqués. On multiplie les campagnes de publicité et les slogans pour tantôt rendre le vote "sexy" auprès des jeunes tantôt "réenchanter" les élections. Ces remèdes partent du constat erroné que les citoyens ne votent plus par désintérêt pour la chose publique, alors que le problème provient de l'offre politique elle-même et la défiance à l'égard de ceux qui la tiennent.

Mais là on atteint un degré inédit dans la culpabilisation des citoyens. Si "voter c'est résister" alors "s'abstenir c'est collaborer avec l'ennemi"? On est dans une rhétorique opportuniste qui cherche à instrumentaliser les attentats pour conduire les électeurs aux urnes. C'est le signe d'une classe politique aux abois. Comme avec les propositions de rendre le vote obligatoire, on a affaire à des tentatives pour transformer en profondeur le sens du vote : voter ne signifie plus choisir un représentant porteur d'un programme politique, mais adhérer au régime démocratique. C'est complètement contradictoire, car un régime qui travestit le vote, expression de la souveraineté populaire, en bulletin d'adhésion à ses institutions, n'a du coup plus grand chose de démocratique !

Ce type d'argument a donc peu de chance de porter ses fruits, car les ficelles sont un peu grosses. Sans compter le danger que ce genre de rhétorique, à la longue, représente pour le caractère démocratique de la République française. Tout comme maintenir des élections en plein état d'urgence.

Depuis 2012, l'abstention semble être d'abord une conséquence de la démobilisation des électeurs de François Hollande. Cette logique peut-elle s'inverser ?

Les électeurs de François Hollande en 2012 ont de quoi se sentir trahis par les politiques appliquées qui sont l'exact inverse de ses promesses de campagne. Sur bien des points, et particulièrement en matière de politiques

économiques, le président actuel est allé bien plus loin que son prédécesseur Nicolas Sarkozy.

C'est l'électorat populaire (ouvriers et employés du privé, personnels de la fonction publique), celui qui a porté Hollande au second tour, qui est le plus pénalisé par les politiques menées. D'ailleurs, le PS a renoncé de longue date à s'adresser aux classes populaires. Les seuls marqueurs distinctifs du PS aujourd'hui ce sont quelques questions "sociétales" et une vague promotion de la culture. Il semble donc impossible d'espérer une inversion de la tendance.

En outre, les électeurs des autres partis ne sont pas non plus fortement mobilisés. Les électeurs de la droite de gouvernement ont assisté successivement aux différentes affaires dans lesquelles les cadres du parti ont été impliqués, puis ont vu le gouvernement PS siphonner les thèmes habituellement portés par leurs candidats. La gauche radicale est, une fois encore, profondément divisée par des querelles internes et des calculs politiques. Même Jean-Luc Mélenchon a déploré dernièrement cet "l'imbroglio permanent" face auquel se retrouvent les électeurs de la gauche antilibérale.

En règle général le score du FN augmente en proportion en raison de l'abstention. Brandir ce risque pour appeler au vote, voire à la fusion des listes de droite et de gauche dans le Nord, est-il encore efficace ?

Il est vrai que l'abstention provoque une augmentation des pourcentages du FN. On commente d'ailleurs trop souvent ces chiffres impressionnants sans les rapporter à l'ensemble du corps électoral, ce qui conduit à des constats erronés du type "un Français sur trois vote Front national". En réalité, la colère et le désespoir des Français conduisent bien plus vers l'abstention que vers le vote Front national !

On peut s'interroger sur le soin qui est déployé par les responsables politiques socialistes et Républicains, et maintenant le président du Medef, à exagérer le poids du Front national.

Pour les partis dominants, c'est une façon efficace de renvoyer la critique de leurs politiques à une colère fascisante qu'il faudrait à tout prix fuir.

Le ras-le-bol vis-à-vis de la classe politique, qui n'a pourtant rien d'irrationnel, est ainsi associé à

une rhétorique du "tous pourris", intrinsèquement liée au FN, et donc forcément honteuse. Ensuite, la menace leur permet de s'ériger en représentants de la stabilité contre le chaos. Ils incarneraient en quelque sorte le moindre mal, à défaut de proposer le mieux. Cette stratégie est ainsi devenue le noyau central du Parti Socialiste. On peut d'ailleurs tout à fait penser que si Manuel Valls brandit en permanence la menace FN, c'est pour rester maître du jeu à gauche et empêcher la naissance d'alternatives à sa politique, au sein de son parti comme du côté de la gauche radicale. On dit aux électeurs : "toute dispersion ferait gagner le FN, alors restez dans les rangs."

Or, non seulement cette stratégie dissimule mal son hypocrisie, mais en plus elle crédite le Front national, pourtant un parti de notables qui n'a rien de révolutionnaire sur le plan économique, d'une aura subversive et "anti-système". En s'alliant à Pierre Gattaz, le président du Medef, pour dénoncer l'inanité du programme de Marine Le Pen, Manuel Valls lui a fait un formidable cadeau : devenir l'ennemie déclarée des élites politico-économiques.

Les jeunes et les classes populaires sont souvent les catégories qui s'abstiennent le plus massivement. Pourquoi ?

L'abstention des jeunes est un sujet de préoccupation pour les politiques, parce qu'obtenir le vote des jeunes c'est se donner une image moderne et dynamique. Les taux d'abstention spectaculaires chez les jeunes (aux Européennes de 2014 les trois quarts des jeunes n'ont pas voté) sont souvent mis sur le compte d'un prétendu individualisme. C'est le cliché du jeune rivé sur son smartphone, plus préoccupé de la satisfaction de ses plaisirs égoïstes que du bien commun. C'est évidemment faux.

Si les jeunes votent moins c'est avant tout parce qu'ils se sont émancipés par rapport au légitimisme du vote : quand les candidats ou les programmes ne conviennent pas, ils n'hésitent pas à s'abstenir. Chez leurs aînés il y a encore un attachement sentimental à certains partis et une forme d'habitude ancrée avec les années. Les jeunes jugent davantage sur pièce. Or les politiques menées ne leur sont pas favorables : leurs conditions de vie se sont dégradées, le passage à l'âge adulte et la prise d'autonomie sont de plus en plus difficiles. De ce point de vue, les jeunes ont une attitude très rationnelle vis-à-vis du vote, ce qui explique qu'ils décrochent plus

vite que leurs aînés quand ça ne va pas.

Quant aux classes populaires, qui effectivement s'abstiennent bien plus que les classes supérieures, leur attitude est tout à fait logique au regard des politiques menées depuis trente ans et plus particulièrement ces dix dernières années. Ces politiques ont toutes eu des effets contraires aux intérêts des plus pauvres. D'abord, leur incapacité à endiguer le chômage massif qui ravage notre pays depuis les années 1990 a surtout nuit aux ouvriers et aux employés. Ensuite, ils sont les grands perdants de l'augmentation des inégalités que les gouvernements successifs ont provoquée.

Sous prétexte de compétitivité et de politique de croissance, ils ont appauvri et précarisé les salariés et offert un soutien sans faille aux grandes entreprises et à l'actionariat français avec des effets bien réels. Ainsi, entre 2008 et 2012, alors que les 10 % les plus riches ont vu leurs revenus annuels augmenter, ceux des 40 % du bas de l'échelle ont connu une baisse annuelle de 400 à 500 euros.

Or, cette montée des inégalités n'est pas un simple dommage collatéral ou un accident de parcours : La plupart des partis politiques institutionnels entretiennent sciemment un clientélisme oligarchique qui comporte deux volets. Un volet rhétorique qui consiste en la valorisation systématique des plus riches, entrepreneurs et actionnaires, sous prétexte de leur contribution décisive à la croissance, tandis que sont dévalorisés les plus pauvres, salariés et chômeurs, qui sont décrits comme "assistés" ou rétifs aux innovations.

Et un volet pratique qui est la mise en place de manière plus ou moins visible d'une redistribution des richesses vers le haut et d'une destruction du modèle social et de services publics au bénéfice des grandes entreprises. On parle souvent des bénéfices des privatisations en termes d'allègement de la dette publique, mais on parle moins de ce qu'elles rapportent aux grandes entreprises qui s'en partagent les plus beaux morceaux, comme dernièrement avec les autoroutes françaises

Face à un tel constat, comment s'étonner que les classes populaires majoritaires décident de ne plus créditer de leurs voix des partis politiques dominants qui appliquent tous des politiques contraires à leurs intérêts ? Quant aux alternatives possibles, elles ne sont guère convaincantes : le

Front National ne se démarque pas fondamentalement de la doxa économique dominante et la gauche radicale reste chroniquement divisée. Il semble donc qu'à l'heure actuelle, l'abstention reste, hélas, un choix tout à fait rationnel pour tous les perdants des politiques oligarchiques, c'est-à-dire la grande majorité des Français.



Les citoyens ont de bonnes raisons de ne pas voter, de Thomas Amadieu et Nicolas Framont, éd. Le bord de l'eau, 160 p., 16,50€

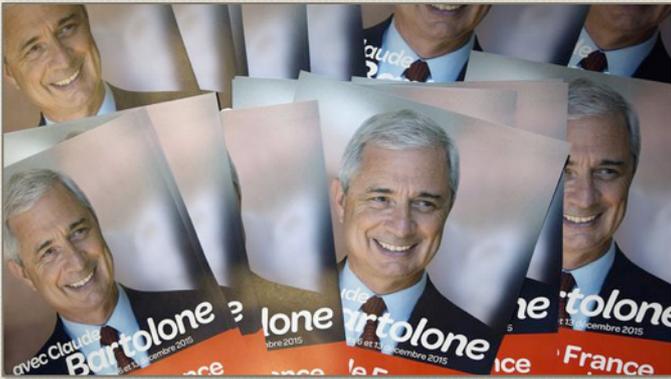


par Mathieu Dejean

lesinrocks.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Régionales: donné battu en Ile-de-France, Bartolone s'accroche aux branches



Des affiches de Claude Bartolone le 26 octobre 2015 à Paris.afp.com/JOEL SAGET

Malmené dans les sondages, le candidat socialiste en Ile-de-France dramatise le ton dans la foulée des attentats et espère mobiliser l'électorat de gauche. Quitte à caricaturer le projet de Valérie Pécresse.

Dramatiser. Donné battu dans les derniers sondages et empêtré dans des polémiques, Claude Bartolone, le candidat PS aux régionales en Ile-de-France, a décidé d'insuffler un ton grave et alarmiste dans la dernière ligne droite de sa campagne pour tenter d'inverser la tendance. D'ailleurs, la réunion publique de jeudi soir à Paris, à laquelle assistera le Premier ministre Manuel Valls, n'est plus qualifié de "meeting" mais de "rassemblement" autour de la maire de Paris. Beaucoup plus solennel. Claude Bartolone a également dégainé opportunément dimanche une proposition de service civique obligatoire pour les jeunes Franciliens. Autre signe de cette inflexion: une lettre, imprimée à 2,5 millions d'exemplaires, qui évoque "les valeurs de la République" bien plus que le programme régional et qui exhorte l'électeur: "La République a besoin de vous, les dimanches 6 et 13 décembre, votez!"

Une injonction qui fait référence autant aux attentats du 13 novembre qu'à la hausse du FN, y compris dans cette région d'Ile-de-France qui ne lui est traditionnellement pas favorable. "Désormais, ce qu'on entend sur les marchés, c'est clairement des propos racistes", glisse un cadre de la campagne socialiste, inquiet. Un contexte qui n'est a priori pas favorable à une liste PS mais qui peut l'être pour remobiliser ses électeurs. "Il faut réveiller l'électorat de gauche, dire ce que représenterait l'arrivée de la droite au pouvoir:

tout le tissu associatif francilien serait menacé", assure Julien Dray, tête de liste PS dans le Val-de-Marne.

La Manif pour Tous au coeur des critiques de la gauche

Ce proche de François Hollande en veut pour preuve la proposition de Valérie Pécresse de faire signer une charte de la laïcité à toute association qui bénéficierait d'une subvention régionale. Un moyen, selon lui, de jeter une "suspicion en permanence" sur l'ensemble des associations alors que la "quasi-totalité" de celles-ci respectent déjà les valeurs républicaines. Une accusation qui fait s'étrangler l'équipe de campagne de la candidate Les Républicains qui rappelle que leur protégée a écrit une lettre aux associations fin octobre dans laquelle elle indiquait à quel point leur action était "précieuse" à ses yeux.

Autre angle d'attaque de la gauche: la participation de Valérie Pécresse à une rencontre de la Manif pour tous samedi 28 novembre. "Même Marine Le Pen a refusé de s'y rendre en Nord-Pas-de-Calais-Picardie", s'indigne-t-on chez Bartolone. "Elle leur a dit qu'elle ne subventionnera plus les associations à but politique. Elle parle de qui?, interroge Luc Carvounas, le directeur de campagne du PS. Elle parle bien sûr des associations LGBT." Faux, répond Thierry Solère, tête de liste de la droite dans les Hauts-de-Seine, Valérie Pécresse a systématiquement voté en faveur des programmes de lutte contre l'homophobie et les discriminations dans la région.

A droite, on dénonce le refus de débattre

"Pas de secret, Valérie Pécresse cherche des voix chez Nicolas Dupont-Aignan et chez Wallerand de Saint-Just puisqu'elle n'a pas de réserve de voix au second tour", assure le député Carlos da Silva, tête de liste PS dans l'Essonne et proche de Manuel Valls. "Il suffit de regarder les murs de Paris pour constater qu'elle a un accord de collage d'affiches avec Dupont-Aignan, enfonce le clou François Kalfon, tête de liste en Seine-et-Marne. Cet accord préfigure l'accord politique avec la succursale du FN." Un rapprochement que l'équipe Pécresse dément avec vigueur mais peu importe. Son évocation est censée remobiliser un électorat de gauche supposément poussé à l'abstentionnisme dans un contexte de déception vis-à-vis du gouvernement.

A droite, on crie à "l'instrumentalisation". "Depuis le début de la campagne, le PS évite le débat, la confrontation d'idées", dénonce-t-on chez Les Républicains où l'on réclame un débat avant le premier tour [ce que refuse Claude Bartolone qui a donné son feu vert en revanche pour l'entre-deux-tours]. "Nous qui pensions qu'ils avaient changé de ton après les attentats..." "Nous, nous avons décidé d'arrêter la campagne jusqu'au week-end dernier, ce que n'a pas fait Valérie Pécresse, rétorque la gauche. On est au rendez-vous de l'Histoire... ou pas." Plus que quelques jours pour le savoir.

L'EXPRESS

A Suivre...
La Presse en Revue